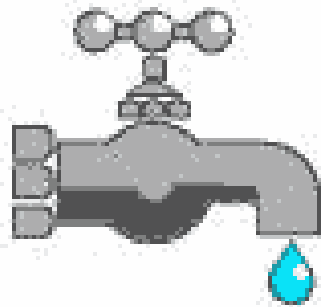


<http://lipietz.net/Le-bide-du-G8-Environnement>

Proposé à Libération

Le "bide" du G8 Environnement

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : mercredi 30 avril 2003

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Le saviez-vous ? Il y a eu un sommet mondial de l'Environnement à Paris, le 26 avril. Oui : les ministres de l'environnement du G8, le club des grandes puissances, se sont réunis chez nous, sous la présidence de Roselyne Bachelot. Vous n'avez rien vu dans la presse ? Non, effectivement. Elle n'a pas parlé non plus du contre-sommet d'Angers, où devait initialement avoir lieu le sommet. Ni de la contre-manif à vélo de Paris. Bide et contre-bide.

J'ai juste entendu un flash radio : la France aurait proposé un centime additionnel par mètre cube consommé, pour financer l'accès à l'eau dans le Tiers-monde. Gentil. Surtout sur le principe. Sur le rendement : dérisoire par rapport aux besoins (de l'ordre de la centaine de millions d'euros par an, quand il faudrait cent milliards, et que les dépenses militaires mondiales sont de mille milliards)

Bref, la diplomatie a capitulé devant la crise écologique mondiale, et la presse entérine cet état de fait. Jacques Chirac, si flamboyant à Johannesburg, a visiblement souhaité minimiser ce sommet en France, pour ne plus froisser les Américains après la guerre d'Irak. L'occasion était pourtant magnifique de relancer le Grand Sujet qui fâche : la mobilisation mondiale contre la crise du climat. On aurait pu convaincre les Russes de ratifier enfin le Protocole de Kyoto, rouvrir le débat sur le refus américain. Mais non, on a parlé prudemment "eau", sujet semble-t-il consensuel. Et il est vrai qu'avec le climat, l'eau sera la grande affaire du XXI^e siècle : entre 2 et 7 milliards d'humains manqueront d'eau en 2050.

Sauf que le consensus mou sur l'eau est aussi grave que la rupture ouverte sur le climat. Ce consensus, établi à la Conférence de Johannesburg en août 2002 puis à la nouvelle conférence de Kyoto en mars 2003, tient en trois mots magiques "*partenariat public-privé*". Ce qui veut dire : " C'est au privé d'installer l'eau dont le tiers-monde a besoin". Pourquoi pas ? Mais qui planifie ? qui paie ? qui facture ? qui gère ? Et là, la France "joue dans le mauvais camp" et exige à l'OMC la concurrence sur le marché de l'eau, car elle est la patrie des plus grandes multinationales de l'eau,. Et les petites européennes ne valent guère mieux.

Tiens, par exemple. La veille de ce G8 fantôme, je reçois chez moi, comme sans doute tous les députés européens, un gros paquet emballé de carton. Sous le carton, un emballage de 2 centimètres d'épaisseur de mousse synthétique. Dedans, un grand livre d'images, à la gloire de l'eau, emballé dans une sorte de pochette en plastique à double paroi, rempli de ce qui semble être de l'eau. Ça fait des jolies bulles. Il y a une lettre d'accompagnement, de la firme RWE, qui "gère l'eau de Berlin à Shanghai". Un lettre politiquement correcte, citations de Kofi Annan, références à "2033, année de l'eau douce", "standards éthiques", etc...

Mais que faire de ces emballages ? Le carton, la mousse : poubelle "recyclables" à tout hasard. Quand à la merveilleuse pochette, je lis, en anglais et en tout petits caractères : "Ce sac est rempli de Propylène-Glycol. Ne pas boire : l'avalier est dangereux. En cas d'ingestion, appeler immédiatement un médecin ou un centre antipoison."

Impossible donc de la jeter dans la poubelle recyclables (les ouvriers qui la trieront ne lisent probablement pas l'anglais). Évidemment, je ne peux la crever et jeter le poison dans l'évier. Pas non plus jeter le tout dans la poubelle "incinérables"... J'écris à RWE de venir récupérer son paquet empoisonné.

En fait, RWE, en bon gestionnaire de l'argent de ses actionnaires, mène une politique cohérente. Plus notre civilisation sera polluante, mieux se portera l'industrie complexe de la dépollution. Polluer et dépolluer, c'est toujours lucratif. Oui, mais avec quel argent ? Celui des consommateurs, ou celui des contribuables. Faille béante du "partenariat public-privé" que ne viendra pas combler le centime de Madame Bachelot.

À Johannesburg, les Verts avaient organisé un colloque sur l'eau au coeur du bidonville d'Alexandra. Le représentant de la Lyonnaise des eaux (concessionnaire du Grand Jo'Burg) s'y imposa et nous déclara : "Bien sûr, l'eau est un bien public ! Nous ne proposons qu'un partenariat pour l'assainir et la distribuer" Je répondis : "Bien sûr qu'il n'est besoin de nationaliser ni la fabrication des tuyaux ni même des stations d'épuration ! Mais la puissance publique doit garder la maîtrise de la gestion de l'eau". À la sortie, le président des Eaux du Grand Jo'Burg me demanda : "Mais qu'est-ce qu'il faut exiger d'eux exactement ? Qu'ils respectent les normes ?

- Les normes, ils les respecteront, du moment que vous payez. Ce qu'il faut, c'est les obliger à choisir les techniques les moins coûteuses pour recueillir et assainir l'eau, et garder la maîtrise des tarifs pour assurer l'accès de tous à l'eau. Et surtout veiller à polluer l'eau le moins possible. Pour cela, il faut une mobilisation des citoyens et une expertise publique sud-africaine."

Je devais retrouver notre grande firme nationale à Cordoba, en Argentine, quelques mois plus tard "Oui, vous, les Européens, vous êtes bien gentils, me lancèrent les chômeurs de la Federación Tierra y Vivienda. Mais nous, on n'a plus rien, et la Lyonnaise des eaux, à qui Menem a privatisé notre eau, rapatrie vers la France des millions de dollars !"

Non, décidément, le G8 environnement n'était pas l'occasion pour Chirac de poursuivre l'affrontement avec les États-Unis.